

# expression politique

## OPPOSITION

**Groupe Poitiers, l'avenir s'écrit à taille humaine**

### Pour une ville propre et respectée : des choix municipaux à revoir

Poitiers est un territoire dynamique qui attire chaque année de nouveaux habitants, étudiants et visiteurs. Nous sommes convaincus que son cadre de vie agréable est un de ses principaux atouts. Et pourtant, ce cadre de vie se dégrade ces dernières années. La propreté urbaine est une de vos préoccupations majeures : 60 % des Poitevins estiment qu'il s'agit d'un sujet prioritaire. Et pour cause : la suppression d'un jour de collecte des ordures ménagères et la baisse du nombre d'agents dédiés à la propreté ont impacté directement notre cadre de vie. Moins de collectes, moins d'entretien, c'est plus de déchets qui s'accumulent, plus de dépôts sauvages, plus d'incivilités non traitées. Une situation qui dégrade notre quotidien et abîme l'image de notre ville. Une ville propre,

ce n'est pas qu'une question d'esthétique. C'est un enjeu de santé et de salubrité publique, de sécurité et d'attractivité. Face aux choix municipaux qui affaiblissent l'entretien des espaces publics, nous refusons de considérer la saleté comme une fatalité. Il est temps d'agir avec des moyens à la hauteur des enjeux : rétablir un jour de collecte supplémentaire, lutter activement contre les incivilités, redonner les moyens aux services et aux agents pour une ville plus propre. L'espace public est notre lieu commun à tous, il est de notre responsabilité collective de le respecter, mais il appartient aussi à la municipalité de garantir les conditions nécessaires à son entretien.

**François Blanchard**

**Groupe Notre priorité, c'est vous !**

### Propreté, la grande oubliée

Chacun aura constaté que la propreté de la ville s'est dégradée depuis 2020. Vous nous le dites souvent et nous n'avons eu de cesse de demander à la majorité municipale d'agir. Il aura fallu attendre le début de la campagne électorale de Léonore Moncond'huy pour que cela devienne une préoccupation. Sur le papier seulement, car dans les faits, la maire a eu de nombreuses occasions d'agir sans que rien ne se passe. La modification du calendrier du ramassage des ordures n'a pas été accompagnée. Son impact sur la vie quotidienne de la population, n'a pas été pensé. Un nouveau modèle pour s'adapter aux besoins de la population n'a pas été imaginé. Quant aux incivilités, au cœur des réflexions de la dernière assemblée citoyenne, elles n'ont pas été traitées sous l'angle de la propreté. Quelle écologie peut être aussi passive face à ces pollutions qui nuisent tant à la vie quotidienne des habitants qu'à l'image de notre belle ville ? Visiblement celle de la majorité municipale... pas la nôtre !

**Pierre-Étienne Rouet**

**Groupe Les Indépendant-e-s**

### Déchets : faire rimer écologie et quotidien

Le problème des déchets ne relève pas que de la responsabilité individuelle mais aussi des choix politiques. Certes les incivilités existent mais ni les amendes, ni les campagnes de communication ne tiendront compte des horaires de travail de nuit et des trop petites habitations pour rentrer les conteneurs. La fréquence de collecte et la densité du maillage des points d'apport volontaire n'en seront pas augmentées. La politique, c'est le quotidien. À la peur de payer une amende doit succéder l'action publique.

**Le Groupe**



**On va s'aimer, dans une ville propre et sans aucun déchet**

Des sachets toutounet sont à votre disposition partout dans la ville.



**Les incivilités dans l'espace public sont l'affaire de toutes et tous !**

Informations sur [poitiers.fr/dejections-canines](http://poitiers.fr/dejections-canines)



# expression politique

## MAJORITÉ

### Groupe Poitiers Collectif

## Agences publiques en danger : démocratie fragilisée

Partout dans le monde, les agences publiques sont confrontées à une remise en cause croissante de leur légitimité et de leur expertise. Ces institutions, pourtant essentielles à la mise en œuvre des politiques publiques, deviennent des cibles privilégiées dans un climat de défiance généralisée à l'égard de l'État. Ce phénomène, qui touche notamment les agences chargées des questions environnementales, constitue un défi majeur dans le contexte du changement climatique. Aux États-Unis, le phénomène a pris une ampleur considérable sous l'administration Trump, qui a orchestré une véritable offensive contre des institutions telles que l'Agence de protection de l'environnement (EPA) ou les centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC). Budget réduit, entraves à leur action, remise en cause de leur expertise : ces attaques s'inscrivent dans une vision où l'État est perçu comme un obstacle à l'innovation, à la liberté individuelle et à l'initiative privée. Des figures influentes, comme Elon Musk, n'hésitent pas à relayer ces discours sur les réseaux sociaux, alimentant une rhétorique anti-administration qui trouve un écho croissant. En France, l'Agence de la transition écologique (Ademe) ou encore l'Office français de la biodiversité (OFB) se trouvent régulièrement au cœur de controverses. Accusées de lourdeur administrative, d'inefficacité supposée ou de coûts excessifs, ces structures sont parfois menacées de suppressions partielles ou totales. Pourtant, leur rôle est fondamental : elles assurent un maillage territorial efficace, allouent des financements à des projets locaux et garantissent une approche scientifique

et cohérente des enjeux environnementaux. Le Premier ministre lui-même a évoqué la nécessité de rationaliser les 1 000 agences publiques françaises, en dénonçant un « labyrinthe administratif » peu contrôlé démocratiquement, lors de son discours de politique générale. On est en droit de se demander si monsieur Bayrou faisait alors œuvre de mensonge, de mauvaise foi ou était simplement mal informé. En effet, ces agences jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des politiques publiques et sont bel et bien soumises à des mécanismes de contrôle, notamment parlementaires. Réduire leur action sous prétexte d'économies budgétaires reviendrait à fragiliser l'action de l'État. Pourtant, cette dynamique inspire une partie du spectre politique. La volonté de « simplifier » l'action publique se traduit souvent par des propositions de suppression ou de régionalisation des agences, sans réelle évaluation de leurs apports. Dans le cas de l'Ademe, par exemple, les arguments avancés reposent sur des chiffres parfois erronés, alors même qu'un audit récent de l'Inspection générale des finances a salué la rigueur de sa gestion et recommandé une augmentation de ses effectifs, et que l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) pointait même, fin 2024, un besoin de renforcer les crédits de l'Ademe dans le projet de loi de finances 2025, afin de soutenir la future stratégie nationale bas carbone. Ce fut malheureusement un vœu pieu. Une réforme menée à l'aveugle, sans autre objectif que de supposées économies à court terme, pourrait entraîner des disparités dans la mise en œuvre des politiques environnementales, certaines collectivités choisissant de minimiser ou d'orienter différemment les actions en fonction de priorités locales. Des disparités qui entraîneraient un retard catastrophique dans la mise en œuvre des actions de lutte contre le dérèglement climatique et ses effets. Par ailleurs, loin de générer des économies, un éclatement des missions risquerait d'entraîner des surcoûts administratifs

et une perte d'efficacité. Plus largement, cette défiance participe d'un mouvement global de remise en question de l'expertise publique. À cela rajoutons un contexte de défiance à l'égard de la parole et de l'action politiques, on obtient ainsi tous les ingrédients d'une crise démocratique majeure. La recette est connue depuis longtemps. Prétendre apporter des solutions simples à des problèmes complexes, c'est sur cela que repose le populisme. Au problème du déficit des finances publiques, on voudrait faire croire que rayer d'un trait de plume comptable les lignes correspondant aux agences publiques serait la solution. On oublie alors comment ces agences financent de manière extrêmement concrète la lutte contre le changement climatique, et donc comment elles nous protègent de dépenses futures démultipliées. Faire de la politique, c'est d'abord prendre connaissance des faits et ensuite faire un choix en fonction de ce qu'on souhaite pour l'avenir. Aucun choix n'est neutre ou dénué d'idéologie, mais lorsque la réalité des faits passe au second plan, on ne fait plus de politique mais du populisme. Lorsque les faits n'importent plus du tout, on entre dans l'ère de la post-vérité, du *trumpisme*. Des réformes et améliorations sont toujours possibles : elles doivent être guidées par une recherche d'efficacité, fondée sur des faits établis, et non par des impératifs budgétaires de court terme. Le défi climatique impose une gouvernance forte et des outils adaptés, des connaissances scientifiques solides et une coordination à l'échelle nationale. Derrière les attaques contre les agences publiques, on trouve des questions fondamentales : sur le rôle de l'État dans la gestion des biens communs et sur le rôle de l'expertise scientifique face aux opinions. Défendre ces institutions, c'est défendre une vision ambitieuse et cohérente de la transition écologique, au service de l'intérêt général et des générations futures.

### Poitiers Collectif

### Groupe Communiste Républicain et Citoyen

## Le propre du vivre ensemble

Certaines villes se sont engagées dans le projet « La mer commence ici », campagne de sensibilisation sur les conséquences de certaines incivilités. Le simple fait de jeter sa cigarette par terre nuit à la propreté des lieux et a des effets insoupçonnés sur l'environnement, et ce, jusqu'à l'océan du fait du ruissellement. Au-delà de l'apprentissage et de la sensibilisation, le propre exige des moyens, une maîtrise publique. Elle doit être dotée d'objectifs et être mesurable. La propreté a plus d'une vertu en participant à l'apaisement des relations par le respect qu'elle suscite et nécessite.

### Le groupe

### Groupe Génération.s solidaire et écologique

## La propreté de notre espace public, une responsabilité collective

La propreté de nos rues, de nos parcs et places est un enjeu fondamental pour la qualité de vie de tous les citoyens : nous avons tous un rôle à jouer pour la préserver. Il est essentiel de promouvoir un dialogue constructif entre la municipalité et les habitants, et le respect mutuel doit guider nos actions : respect de l'espace public, respect des efforts déployés par les agents municipaux, et respect des engagements pris par chacun pour maintenir notre ville propre. Engageons-nous à faire de la propreté de notre espace public une priorité collective, fondée sur le dialogue et le respect. Ensemble, faisons de notre ville un lieu où il fait bon vivre, pour nous et pour les générations futures.

### Le groupe